



Le Flamboyant



N° 5

L'EDITO

La CGT Finances Publiques réunie en Conseil National les 11 et 12 janvier 2017 a réaffirmé un constat simple : la DGFIP est en danger de disparition.

Comme tous les fonctionnaires, comme tout le monde du travail, les agents des Finances Publiques sont dans le collimateur des politiques régressives à l'oeuvre.

Quatre exemples :

📍 Les suppressions d'emploi, les restrictions budgétaires qui mettent en difficulté l'exercice de nos missions de service public

📍 Le prélèvement à la source qui n'a d'autre objectif que de mettre à mal le système fiscal français et va aboutir à détruire l'organisation actuelle de la DGFIP.

📍 Les restructurations tous azimuts en cours dans notre administration

📍 Les statuts particuliers, ainsi que les règles de gestion, rémunération qui leur sont attachés, sont menacés avec la mise en œuvre de PPCR et du RIFSEEP

La CGT Finances Publiques refuse et combat toutes ces mesures régressives. Elle s'oppose également à la remise en cause des droits des élus et représentants des personnels, aux discriminations, aux

menaces et aux sanctions visant les militants syndicaux. Celles-ci n'ont qu'un seul but : priver les personnels de leurs droits !

Pour la CGT Finances Publiques, il n'y a qu'une façon de faire plier la direction générale : la lutte tous ensemble !

Dès lors, partout, elle continuera de réunir sous toutes les formes possibles les agents des Finances Publiques pour mettre en débat les revendications des personnels et les modalités d'action pratiquées dans les départements comme les Pyrénées orientales ou le Nord : grèves tournantes, blocages, cahiers revendicatifs

Elle travaillera à créer les conditions de l'action dans l'unité la plus large.

La CGT Finances Publiques propose d'autres orientations, d'autres choix de société, fondés sur le progrès social, la justice, le service public aux citoyens et la reconnaissance de l'investissement des agents des Finances Publiques.

L'objectif est clair : faire aboutir nos revendications en étant tous et toutes ensemble dans la lutte !

Tous ensemble dans l'action !

Tous ensemble dans la lutte !

**La CGTR vous souhaite une très bonne année 2017.
Attaquée violemment par les forces patronales et gouvernementales, la
CGT reste le dernier rempart contre la régression et la précarisation.
Pour le progrès social, soyons fiers de militer avec la CGT**

Les contributions pour ce numéro
Thierry Donadio - Pierrick Ollivier
Philippe Denarié - Stéphanie Cadet



ALERTE ROUGE

Sur le site de Champ Fleuri, en quelques semaines, trois événements, dans différents services, ont fait grimper dangereusement la température dans nos locaux et affolé le baromètre social à la Réunion.

Les crispations relationnelles entre collègues recouvrent parfois, probablement, des difficultés personnelles liées à la vie d'aujourd'hui de certains agents, mais elles illustrent également dans une large mesure, le grand désarroi dans lequel se trouvent les services concernés, à l'intérieur de cette grande usine sans âme qu'est devenue l'immeuble de Champ Fleuri. Champ Fleuri, où chaque jour, comme dans la plupart des sites de la DGFIP sur l'île, affluent des centaines de contribuables, demandeurs légitimes d'un service public de qualité qui répond à leur attente, comme à leur comportement civique de paiement de l'impôt.

Dans le contexte actuel de réformes permanentes de notre administration et de menaces continues de suppressions d'emploi chaque année annoncées, quel agent des services de base pourrait s'y retrouver, confronté à toutes ces contraintes génératrices de stress et de prestations, disons même, d'un terrible sentiment d'impuissance à accomplir son travail avec conscience et efficacité.

Que voit-on ?

Au quotidien :

-des services d'encaissement submergés, fermés à 10 h le matin quand les portes ferment à 12h30, des files d'attente interminables où, malgré le caractère affable de la population, l'agacement est palpable, des éclats de voix dans les halls d'accueil, parfois des menaces ouvertement proférées, le stress à tous les étages. La tension qui monte...



Au fil des jours :

-des agents plus que lassés d'un travail à la chaîne, sans attrait ; des agents agressés par leurs propres collègues, des agents déboussolés qui se mettent eux-mêmes en danger.

Le malheur qui s'affiche en première page.

Au fil des mois :

-des incompréhensions graves et des dérapages verbaux entre personnes travaillant ensemble et pour la même cause ; agents d'exécution et agents d'encadrement, chacun au bord de la crise de nerf ... et pourtant, chacun voulant donner le meilleur de lui-même.

La fuite en avant et des blessures profondes. Nous y sommes, malheureusement, au cœur de la notion de « souffrance grave au travail », que la CGTR a dénoncé récemment lors d'un récent CHS. La réalité rattrape la fiction.



Face à ces événements :

La Direction Nationale répond :
-nouveaux logiciels générateurs d'alerte dans les SIE

-individualisation des surveillances dans les brigades de vérification, (Tout cela ajoutant le stress au stress) ;

-suppressions d'emploi en masse ;
-un DUERP "à l'écoute des agents", constat simple, bien amer, sans retombée visible ;

Propos si mal appropriés ou tellement hypocrites quand chacun sait, à tous les échelons de notre Administration, que les services sont au bord de l'implosion.

La Direction Locale répond malgré sa bonne volonté, par des réactions au coup pour coup, suite à l'appel des chefs de service souvent désespérés ou à la demande expresse des organisations syndicales en appui des agents concernés.

Sans catastrophisme aucun, mais pour éviter le pire à venir, la CGTR insiste aujourd'hui dans cette instance,

-sur la nécessité absolue de créations d'emplois nécessaires et obligatoires au fonctionnement du service public,

-sur la nécessité absolue d'une formation pour les chefs de service en prévention des cas de crise de ce type et pour leur gestion en urgence,

Lire la suite ...

-sur la nécessité absolue de donner aux agents de notre maison une vraie lisibilité sur les calendriers de travail et l'avenir de leur carrière .

Nous pensons sincèrement que la CGT fait son travail sur ce département comme ailleurs. Les agents savent qu'ils peuvent compter sur nous, et cela a permis récemment d'éviter un drame.

Nous sommes à présent au cœur de la vie des gens et nous vous demandons solennellement d'entendre leur détresse et leur colère et d'agir le plus rapidement et le plus efficacement possible pour préserver l'humain au sein de notre administration, de donner à tous nos collègues, à tous vos collègues, sans distinction de grade ou de fonction, une réelle confiance en leur avenir professionnel.

Ne croyons pas une seconde que les habituels vœux du Directeur Général y suffiront.

Il s'agit pour la CGTR, non pas de jouer les Cassandra, mais de faire comprendre que l'heure est venue de sonner le tocsin pour que chacun d'entre nous, demain, puisse encore se regarder dans le miroir.

MOTION DES REPRESENTANTS CGTR AU CHSCT DU 5 DECEMBRE 2016

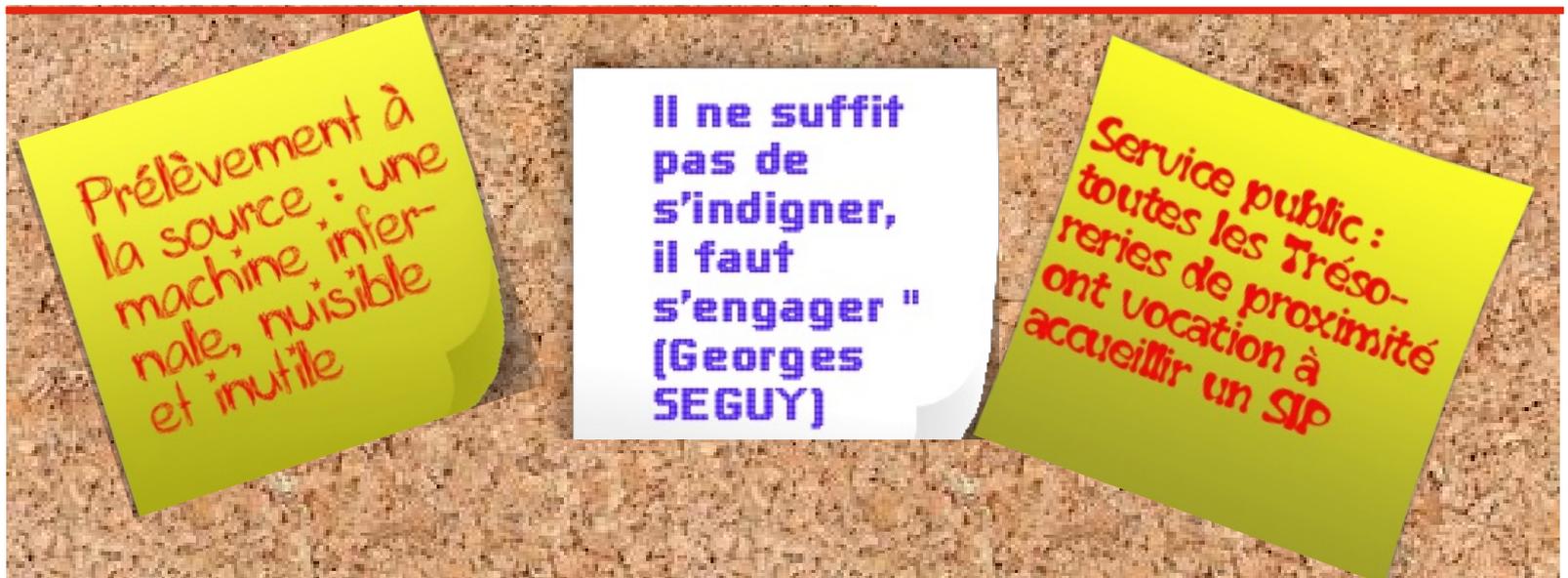
A LIRE ...

Comment planquer son magot ? Inspirés par les récents exemples de Jérôme Cahuzac et de Liliane Bettencourt, deux sociologues (Michel Piçon et Monique Pinçon-Charlot) décident à leur tour d'extrader leur maigre fortune. Un jeu de rôle commence, qui va les mener au cœur du système de l'évasion fiscale. Cette tentative d'évasion les conduit d'abord en Suisse, où ils se livrent à une observation in vivo du petit monde doré des exilés fiscaux. De banques en trusts, ils expliquent au passage comment les milliards fugitifs s'abritent derrière un

"Tentative d'évasion...fiscale" (aux éditions ZONES)

maquis touffu de montages financiers. Mais si la grande évasion fiscale finit sa course sous les palmiers ou au pied de grands sommets enneigés, elle s'organise en réalité beaucoup plus près de chez nous. Où l'on découvre, de retour en France, les petits arrangements entre amis qui se trament sous la houlette de Bercy. Au-delà des scandales qui font la une, voilà une enquête vivante et accessible permettant de comprendre les rouages de l'évasion fiscale et ses enjeux

politiques. Une investigation éclairante dont l'objectif est de battre en brèche le pouvoir symbolique lié à l'opacité de la spéculation financière, à la cupidité et au cynisme des plus riches pour accumuler toujours plus d'argent. Parmi les ouvrages de Michel Piçon et Monique Pinçon-Charlot, on trouve également, entre autres, "Les ghettos du Gotha" ou "la violence des riches".



LE FLAMBOYANT LONTAN

La grande grève des fonctionnaires en 1953

C'est en mai 1953 que débuta une grève historique, qui dura 62 jours, dans les 4 nouveaux DOM. Dans ce long combat, la grève des fonctionnaires pour l'obtention de la prime de vie chère, jusque-là accordée aux seuls fonctionnaires métropolitains et donc perçue comme une discrimination de nature coloniale fut, dans ces territoires, l'une des plus grandes luttes de ces 60 dernières années. Dans les DOM les fonctionnaires recrutés localement ne bénéficiaient pas des indemnités perçues par leurs collègues venus de "France hexagonale". A La Réunion ces injustices avaient provoqué une 1ère grève en 1948. Le journal réunionnais Démocratie releva alors : "dans tous les services, le pourcentage des grévistes varie de 80 à 95%". Mais le gouvernement ne prit cependant aucune décision en faveur des grévistes. En 1953 une

La Majoration pour vie chère

nouvelle grève se déclenche dans les DOM, dont les revendications étaient les suivantes :

- augmentation du salaire de 65%.
- application du même régime de congé à tous les fonctionnaires, quelle que soit leur origine.
- extension aux DOM des allocations familiales.
- uniformisation des congés administratifs.

Avec le soutien de la population cette grève, dura du 15 mai au 16 juillet. La quasi-totalité des travailleurs de la Fonction publique avait cessé le travail. Grâce à cette longue lutte, tous les fonctionnaires obtinrent une majoration de traitement dite "prime de vie chère" qui fut portée à 53% à La Réunion. Cette grève fut donc victorieuse en tous points. Elle demeure un exemple pour tous les travailleurs des outre-mer.

A La Réunion, les députés très populaires comme Raymond Vergès et Léon de Lépervanche soutinrent la grève de 1953.

La majoration pour vie chère est une conquête sociale. La CGTR n'acceptera jamais qu'elle soit remise en cause et exige son extension à l'ensemble des salariés réunionnais.

Je me syndique à la CGTR Finances Publiques

Et maintenant agissons ensemble. Venez nous rejoindre pour la défense de nos valeurs communes.

Nom :

Prénom :

Grade :

Indice :

Temps Partiel :

Lieu d'Affectation :

Bulletin à retourner au syndicat à l'attention de Pierrick Ollivier (DRFiP ESI) ou Stéphanie CADET (DRFiP - Assistante de prévention).